



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90  
24 Boulevard des Alliés  
70000 Vesoul

Vesoul, le 18/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GROUPE MEAC SAS**

BP 11  
70700 Gy

Références : UID257090/SPR/ES/2026-0605A  
Code AIOT : 0005901833

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement GROUPE MEAC SAS implanté Lieu-dit Brule Cul 70700 Gy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GROUPE MEAC SAS
- Lieu-dit Brule Cul 70700 Gy
- Code AIOT : 0005901833
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation du site est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 1920 du 12 juillet 2007, pour une durée de 30 ans. L'extraction est autorisée à un rythme moyen de 420 000 tonnes par an et 500

000 tonnes par an au maximum. Le gisement exploité est du calcaire, afin de produire du carbonate de calcium, dans l'usine du Groupe MEAC située juste à côté de la carrière. Les parties du gisement qui ont une teneur en carbonates de calcium inférieure à 95 % sont utilisés pour la fabrication de granulats. Du sable est également un co-produit du site. Celui-ci est commercialisé pour différentes applications de construction, tels que la fabrication d'enrobés.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 4	Sans objet
2	Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 19	Sans objet
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 23 et 24	Sans objet
4	Obligations de garanties financières	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 14	Sans objet
5	Plan de surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Sans objet
6	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 28.4	Sans objet
7	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 19	Sans objet
8	Prévention des risques _ Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 30.3	Sans objet
9	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 54	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est bien entretenue (notamment entre le périmètre d'exploitation et le périmètre ICPE). Les documents transmis par l'exploitant sont conformes aux attentes de l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Niveaux de production

**Prescription contrôlée :**

**ARTICLE 4 - NIVEAUX DE PRODUCTION**

Le volume total de matériaux autorisés extraire est de 5 800 000 m<sup>3</sup> (environ 12 800 000 t) sous une couverture de 0.2 m de terre végétale et 3 m de matériaux de découverte (plaquettes) ; ces matériaux impropres à la commercialisation produiront de l'ordre de 480 000 m<sup>3</sup> à utiliser pour la remise en état du site.

La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire de 420 000 tonnes.

La production pourra atteindre 500 000 tonnes/an pour satisfaire des besoins exceptionnels tout en respectant la moyenne précitée calculée sur la durée des périodes quinquennales considérées. Les valeurs précitées s'entendent des matériaux autres que les terres végétales, poches d'argile rencontrées lors de l'exploitation et matériaux de découverte qui sont conservés sur le site en vue de sa remise en état.

**Constats :**

L'exploitant déclare la production annuelle de matériaux dans l'application GEREP.

La production est bien inférieure à la production moyenne autorisée. Un retard sur le phasage est constaté (exploitation en cours de 3ème phase au lieu de la 4ème phase prévue par l'AP du 12/07/2007).

Ce retard est sans incidence (notamment sur les garanties financières).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 19

**Thème(s) :** Autre, Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

**Prescription contrôlée :**

**1. ARTICLE 19 - ÉPAISSEUR D'EXTRACTION ET GÉOMETRIE FRONTS**

L'épaisseur d'extraction par rapport au niveau du terrain naturel sera de 48 m (3 m de terre et plaquettes + 3 fois 15 m) au plus, divisée en trois gradins d'une hauteur unitaire maximale de 15 m chacun ; ils seront séparés par une banquette sensiblement horizontale de 15 m de largeur en cours d'exploitation et ramenée à 5 m en position ultime.

L'extraction des matériaux se déroulera en six phases de cinq ans conformément au phasage précisé en figures jointes en annexe.

La cote d'altitude minimale du carreau inférieur en cours ne doit pas se situer au-dessous de 275 mètres NGF.

Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

L'exploitation de la masse doit être arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.

<b>Constats :</b>
Les prescriptions en terme de géométrie, d'épaisseur, de distance et de cote sont respectées (au vu du plan topographique en date du 14 janvier 2026). La visite sur site a confirmé ces données.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 23 et 24
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre et plans
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p><b>ARTICLE 23</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li> <li>- les bords de la fouille,</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (nivellement NGF) en particulier de l'aire des stockages et les banquettes découpant les fronts,</li> <li>- les zones remises en état,</li> <li>- la position des éventuels éléments de surface à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu des réglementations spéciales.</li> </ul> <p><b>ARTICLE 24</b></p> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<b>Constats :</b>
Le plan de réaménagement du 14 janvier 2026 comporte les dispositions mentionnées dans l'article 23 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2007.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Obligations de garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 14
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p><b>ARTICLE 14 - OBLIGATIONS DE GARANTIES FINANCIÈRES</b></p> <p>L'exploitant doit, préalablement à la mise en activité de la carrière, avoir constitué des garanties financières d'un montant permettant d'assurer la remise état de la carrière selon les dispositions prévues à l'article 31 et suivants du présent arrêté.</p> <p>Le montant de référence des garanties financières devant être constituées dans ce cadre, sur la base du dernier indice TP01 connu à ce jour (celui de février 1998 est de 416,02 et celui de janvier</p>

<p>2007 est de 567,20), pour chacune des périodes prévues à l'article 17 ci-après, doit être au moins égal à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour la première période d'exploitation de 5 ans : 763 000 € TTC (22 ha d'infrastructures et 16 ha de chantier),</li> <li>- pour deuxième période d'exploitation de 5 ans : d'exploitation de 5 ans : 810 000 € TTC (22 ha d'infrastructures et 17 ha de chantier),</li> <li>- pour troisième période d'exploitation de 5 ans : d'exploitation de 5 ans : 800 000 € TTC (19 ha d'infrastructures et 19 ha de chantier),</li> <li>- pour quatrième période d'exploitation de 5 ans : d'exploitation de 5 ans : 802 000 € TTC (19 ha d'infrastructures et 19 ha de chantier),</li> <li>- pour cinquième période d'exploitation de 5 ans : d'exploitation de 5 ans : 739 000 € TTC (15 ha d'infrastructures et 18 ha de chantier),</li> <li>- pour sixième période d'exploitation de 5 ans : d'exploitation de 5 ans : 768 000 € TTC (15 ha d'infrastructures et 20 ha de chantier),</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection dispose d'un acte de cautionnement (en date du 28 mars 2022) d'un montant égal à 1 095 770,00 euros.</p> <p>Un retard sur le phasage est constaté (exploitation en cours de 3ème phase au lieu de la 4ème phase prévue par l'AM du 12/07/2007). Ce retard est sans incidence sur les garanties financières puisque le montant de la troisième phase et le montant de la quatrième période sont sensiblement identiques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Plan de surveillance des émissions de poussières**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;</li> <li>- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;</li> <li>- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</li> </ul> <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>La deuxième campagne de mesures de retombées atmosphériques de poussières a été réalisée entre le 30 juillet et le 09 septembre 2025.</p> <p>Le rapport de ces mesures mentionne que les retombées de poussières sont plutôt hétérogènes entre les différents points. Les points les plus impactés sont les points 6 et 7 car ils sont positionnés en limite de carrière (et en particulier à moins de 20m d'une sortie de convoyeur pour le point 7). Le dépassement (sur une moyenne 2025 de 554 mg/m2/j) du point 7 n'est pas impactant puisque celui-ci est de type c et que seuls les points de type b sont soumis au plafond de 500mg/m2/j.</p> <p>Les autres points ne font pas apparaître de dépassement.</p> <p>Les mesures ont été renseignées sur GEREP.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Surveillance des émissions sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 28.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions sonores
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit faire réaliser à ses frais, dès le début des travaux d'exploitation et de traitement des matériaux, ainsi qu'à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et à chaque changement de phase d'exploitation, une campagne de mesures des émissions sonores de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.</p> <p>Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des mesures de bruit ont été réalisées les 17 et 18 juin 2025 en période diurne et nocturne puisque l'usine de carbonate (attendant à la carrière) fonctionne en continu.</p> <p>Le rapport de ces mesures mentionne que le niveau de bruit ambiant relevé en limite d'emprise de l'usine respecte l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits.</p> <p>Ce même rapport indique que les émergences, constatées aux différents points de mesure, respectent l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre les incendies
<b>Prescription contrôlée :</b>

**ARTICLE 19 :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;
- d'appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) en nombre suffisant.

Le détail des moyens de lutte contre l'incendie figure dans le dossier de demande d'enregistrement. Il est transmis aux services d'incendie et de secours. Les observations qui pourraient être faites par ce service sont prises en compte par l'exploitant. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection un plan qui localise les zones à risques. Ce plan répond aux prescriptions de l'article 19 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2007. Ce plan a été élaboré en lien avec le service départemental d'incendie et de secours.

La visite sur site a permis de vérifier la présence des poteaux incendie et en particulier leur numérotation/identification.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Prévention des risques \_ Consignes de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 30.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Consignes de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Les consignes de sécurité affichées doivent notamment indiquer :

- les mesures à prendre en cas de fuite sur carburant ;
- les moyens d'extinction à utiliser cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable de l'installation, des services d'incendie et de secours
- les réserves d'eau (120 m3 résultant de l'abandon de réservoirs enterrés d'hydrocarbures) doivent être matérialisées conformément la NSF 61-221.

**Constats :**

Les fiches « réflexes », affichées dans l'établissement et transmises à l'inspection, sont complètes et répondent aux attentes sécuritaires/réglementaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Gestion des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 54

**Thème(s) :** Autre, Stockage, quantité et quantification

**Prescription contrôlée :**



L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de valorisation ou d'élimination.

L'exploitant tient à jour un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ses déchets à un tiers.

**Constats :**

La production de déchets dangereux est anecdotique. Ceux-ci sont stockés dans l'atelier. Ils sont ensuite envoyés vers les filières adéquates. L'exploitant a présenté le registre de suivi des déchets. L'entretien des engins est sous-traité et n'apparaît pas dans ce registre. L'établissement assure la traçabilité via trackdéchets.

**Type de suites proposées :** Sans suite